

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
CANTON DE LE VIGAN

Envoyé en préfecture le 21/10/2024
Reçu en préfecture le 21/10/2024
Publié le
ID : 030-213000409-20241017-1710244-DE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BLANDAS**

SEANCE DU JEUDI 17 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Blandas, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Marc WELLER, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 9

Nombre de Conseillers présents : 7

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 07/10/2024

Présents : Marc WELLER, André BARRAL, Michel GRAZIOLI, Caroline SERRES, Valentin ROBA, Florent STEINMETZ, Vincent LHOMME.

Absents : Fabrice GATY, Merel VAN DER BLIEK.

Procuration : Merel VAN DER BLIEK donne procuration à Vincent LHOMME.

A été nommé secrétaire de séance : Valentin ROBA.

OBJET : Convention de gestion Lavognes commune de Blandas.

Les amphibiens en France sont en nette régression du fait notamment de la mortalité routière des individus lorsqu'ils se rendent ou reviennent de leur lieu de reproduction. La commune possède dans son patrimoine cinq lavognes dont une située au lieu-dit Lavagne, haut lieu de reproduction de cinq espèces connues d'amphibiens. Cette dernière est entourée de route communale et d'une route départementale dont il a été apporté la preuve que la mortalité routière conséquente affecte localement les populations d'amphibiens qui s'y reproduisent.

- La lavogne située à l'ouest de la commune n'est actuellement pas favorable aux amphibiens en raison de la présence de poissons qui s'en nourrissent.
- Sur les deux lavognes situées au lieu-dit Lavagne et à l'ouest de la commune des projets d'étude, de suivi et des actions de préservation des amphibiens peuvent être conduits par le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie en lien avec le site Natura 2000 Causse de Blandas et l'Office Français de la Biodiversité.
- Les Lavognes situées à la Rigalderie, Quintanel et Barral pourront faire l'objet d'investigation à travers un état initial de la biodiversité et un diagnostic pour établir s'il y a des actions de gestion à conduire pour améliorer leur fonctionnement en faveur de la biodiversité et en lien avec leurs usages.

Le CEN Occitanie est une association loi 1901, créée en 1990 et déclarée à la Préfecture de l'Hérault au registre des associations sous le numéro W3430007458, qui contribue à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels en Occitanie notamment par des actions de maîtrise foncière et de gestion de sites.

Association loi 1901 à but non lucratif et à gestion désintéressée, œuvrant pour l'intérêt général, ces différents rôles sont reconnus par la loi Grenelle II qui instaure une reconnaissance institutionnelle des Conservatoires d'espaces naturels dans leurs missions. Cette reconnaissance prend la forme d'un agrément conjoint Etat-Région (art. L. 414-11). Le CEN Occitanie est agréé à ce titre depuis le 3 novembre 2015 et met en œuvre cette mission, dans le cadre suivant « la préservation d'espaces naturels et semi-naturels notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
CANTON DE LE VIGAN

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 030-213000409-20241017-1710244-DE

d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel sur le territoire régional. Ils mènent également des missions d'expertise locales et des missions d'animation territoriale en appui aux politiques publiques en faveur du patrimoine naturel ». Cette dimension d'intérêt général est par ailleurs intégrée dans l'objet des statuts du CEN Occitanie.

Expert régional, le CEN Occitanie apporte un soutien technique à l'Etat, au Conseil régional Occitanie, aux Conseils départementaux et aux collectivités locales sur les diagnostics environnementaux, la gestion de leurs espaces naturels et leur intégration dans les procédures territoriales.

A travers cette convention, le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie mobilisera ses fonds propres ou ira chercher les fonds nécessaires pour mener toutes actions en faveur du patrimoine naturel présent dans ces lavognes.

C'est pourquoi, Monsieur le maire propose au conseil municipal de signer une convention avec le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie afin de mettre en œuvre des études et des projets de préservation de la biodiversité sur ces cinq lavognes.

Ceci étant exposé, il est donc demandé à l'assemblée délibérante d'adopter les termes de la délibération suivante :

Considérant que la commune souhaite s'associer à la préservation en faveur des amphibiens sur son territoire communal

DECIDE

Article 1 : d'autoriser Monsieur le maire à signer une convention de 15 années avec le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie en vue de la gestion de ces lavognes pour favoriser la préservation notamment des amphibiens,

Article 2 : de donner pouvoir à Monsieur, le maire pour signer tous les documents relatifs à cette décision.

Fait et délibéré le mois jour et an susdit.

Le Maire, Marc WELLER



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.
Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr